

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

DG/FNV 2025.T063

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,
L 2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de l'entreprise **AEDIFICE FOSSEY CONSTRUCTIONS** en date du 29 Août
2024 chargée d'effectuer des travaux de ravalement de façade (DP 014 715 23U0302 décision
du 12 Février 2024) pour le compte de Madame DORSNER-LEROY Annick, **15 Impasse Tison** à
Trouville-sur-Mer.
Considérant le constat de la Police Municipale en date du 03 Février 2025.
Considérant la **demande de prolongation** de l'entreprise AEDIFICE FOSSEY CONSTRUCTIONS
reçue le 03 Février 2025.
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la
circulation Impasse Tison.

ARRETE

Article 1 : L'Entreprise **AEDIFICE FOSSEY CONSTRUCTIONS** est autorisée à prolonger la mise en place d'un
échafaudage tubulaire de 15 ml x 1 ml soit 15 m² au droit du **15 Impasse Tison**. Un balisage et une
protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons
et les automobilistes.

Article 2 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables du **Samedi 02 Février 2025 au Lundi 17
Février 2025**.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle
temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux**. Le présent
arrêté municipal devra être affiché par l'entreprise AEDIFICE FOSSEY CONSTRUCTIONS de façon visible
sur le chantier.

Article 4 : La facturation pour la mise en place d'un **échafaudage** se fera selon les tarifs votés lors du
Conseil Municipal du 19 Décembre 2024 pour l'année 2025 à raison de 0,60 € m²/jour jusqu'à 30 jours et
de 2,70 € m²/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à** : Entreprise SAS
AEDIFICE FOSSEY CONSTRUCTIONS – La Grande Plaine – 14760 BRETTEVILLE-SUR-ODON (SIRET 441 492 121
00021).

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et
règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en
fourrière.

Article 6 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité
Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de
la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 03 Février 2025
Le Maire,
Vice-Présidente de la CCCCCF


Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à
compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un
recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique
« télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la
notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.